

Atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) sur l'élaboration de note de recommandations

2013



*Antoinette Ba-Nguz, Salimata Ki, Bineta Ndir et Isabelle Wachsmuth-Huguet
Dakar (Sénégal) du 24 au 26 septembre 2013*



Du 24 au 26 septembre 2013, a eu lieu à Dakar au Sénégal un atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) en l'élaboration de note de recommandations. Onze (11) participants provenant de trois pays francophones (Bénin, Côte d'Ivoire, et Sénégal) ont pris part à cette formation.

Cet atelier a été facilité par quatre personnes ressources, Antoinette BA-NGUZ de l'unité HPID de l'Agence de Médecine Préventive (Initiative SIVAC), Salimata KI/OUEDRAOGO du Ministère de la Santé et de l'équipe Evidence Informed Policy Network (EVIPNet) du Burkina Faso, Bineta NDIR DIOP point focal identifié pour la mise sur pied de la future équipe EVIPNet

Atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) sur l'élaboration de note de recommandations

2013

au Sénégal et Isabelle Wachsmuth de l'Organisation Mondiale de la Santé, secrétariat global du réseau d'EVIPNet à Genève. Cet atelier a été accueilli par la direction de la prévention du ministère de la santé et l'action sociale du Sénégal.

Par ailleurs, cet atelier a permis de mettre en œuvre la recommandation faite lors du forum international sur la prise de décision reposant sur des données probantes pour les pays à bas et moyens revenus de 2012 qui a eu lieu en Ethiopie portant sur l'augmentation du nombre de femmes menant des activités en transfert des connaissances à travers la participation de deux facilitatrices africaines du réseau EVIPNet. Cet atelier a permis également de démontrer la pertinence et la valeur des coopérations Sud-Sud entre les formatrices des équipes pays EVIPNet du Burkina Faso et en cours de processus avec le Sénégal pour partager leurs expériences et leurs expertises sur l'écriture de note de politique reposant sur des données probantes avec les groupes techniques consultatifs sur la vaccination du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

1. Introduction

a. Contexte

Les groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) ont comme mandat spécifique d'émettre des recommandations à l'intention des autorités nationales en ce qui concerne les politiques et stratégies nationales de vaccination, l'identification des priorités dans le domaine de la vaccination et la mise en œuvre des activités du programme de vaccination. Le principe de fonctionnement des GTCV est d'utiliser de baser leurs avis sur des données factuelles.

Les GTCV comprennent un secrétariat technique et scientifique responsable de la préparation scientifique et technique des réunions du comité. Le secrétariat coordonne les sous-groupes de travail chargés de rassembler et analyser les données sur lesquelles le comité devra s'appuyer pour élaborer une recommandation.

Dans le cadre de l'appui technique apporté aux pays dans la mise en œuvre des GTCV et le renforcement de leurs capacités, l'Initiative SIVAC, en collaboration avec l'OMS et autres partenaires techniques, a développé des guides spécifiques pour aider les GTCV dans leur fonctionnement ; des directives pour l'élaboration de recommandations sur les vaccinations ont ainsi mises à la disposition des GTCV. Ces directives ont été adaptées de la méthodologie proposée par le groupe EVIPNet de l'OMS. EVIPNet est un réseau de 25 équipes pays et 6 régions qui visent à promouvoir l'utilisation systématique de données factuelles dans l'élaboration des politiques de santé. Le groupe a développé des outils pour la recherche et l'utilisation des évidences (SUPPORT) et des guides pour l'élaboration des notes de politiques dans le cadre du projet «Supporting the Use of Research Evidence » (SURE).

b. Objectifs de l'atelier

Objectif général : Former les membres du secrétariat technique et scientifique du Sénégal, du Bénin et de la Côte d'Ivoire aux principes de base et méthodologies pour l'élaboration de recommandations basées sur l'évidence

Objectifs spécifiques :

- Former les membres du secrétariat aux méthodes de recherche, d'évaluation et d'utilisation de données probantes
- Former les membres du secrétariat à l'élaboration de recommandations et notes de politiques sur la vaccination

c. Méthodologie

Une méthode de formation interactive avec des travaux de groupe et de restitution des résultats en plénière a été adoptée

Avant le début de l'atelier un questionnaire a été présenté aux participants pour permettre de capturer et d'évaluer leurs connaissances sur les concepts de base. Les résultats ont montré que les participants

- n'ont en majorité jamais écrit des notes de recommandations et utiliser des données probantes en prise de décision ainsi que des outils d'évaluation de la qualité de ces données probantes
- ont en majorité déjà utilisé des bases de données pour identifier des données probantes

Atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) sur l'élaboration de note de recommandations

2013

- dans leur ensemble souhaitent réutiliser les compétences acquises pour améliorer la communication avec les parties prenantes, la mise en œuvre des recommandations, la visibilité des priorités en vaccination et aussi augmenter l'impact du comité.
- dans leur ensemble les participants ont souhaité utiliser cette formation pour connaître et comprendre la différence entre les différents formats de notes (technique, de politique, de recommandations) ainsi que les différentes méthodes et bases de données pour identifier et sélectionner des données probantes.
- ont été divisés sur le fait que l'identification des sujets prioritaires soit faite par le comité ou par les autorités nationales
- ont en majorité considéré que le comité doit considérer également les modalités de mises en œuvre des recommandations ainsi qu'il doit être impliqué dans l'évaluation de l'impact des recommandations

Les travaux ont commencé par la présentation des concepts sur la prise de décisions soutenues par des données probantes et une session sur les expériences des secrétariats en écriture de note de recommandation et utilisation de données probantes. Cette présentation a été suivie d'un exposé sur la définition du transfert de connaissances et les différents outils disponibles (note de politique, exposé de politique et note de recommandation).

L'exemple de cas du Sénégal par la suite a permis d'apprécier l'analyse de situation et de contexte des Groupes Techniques sur la vaccination. Après l'analyse situationnelle sur la gestion efficace des vaccins en 2009, suivi d'un inventaire de la logistique et une revue externe en 2010, les performances du PEV ont été évaluées par le GTCV du Sénégal. Les résultats de cette évaluation ont permis de formuler des recommandations pertinentes pour son amélioration à travers un plan pluri annuel complet.

Ce plan établit les priorités, développe les stratégies, détermine les principales activités, évalue les coûts et les sources de financement pour la période 2012 à 2016.

Les exercices de travaux de groupe ont permis aux participants:

1 - d'identifier les critères et éléments pour formuler les recommandations. Les participants ont restitués les travaux de groupe en plénière sous un format structuré. (Pour présenter les critères d'analyse pour aider à formuler la recommandation)

2 – d'identifier et clarifier le/ ou les sujets sur lesquels ils vont donner une ou plusieurs recommandations. Chaque groupe pays a décrit sa problématique suivant le cadre conceptuel de la méthodologie EVIPNet. Une vidéo sur le processus de clarification du problème/du sujet a été projeté pour les aider à mieux présenter leur cadre conceptuel. Chaque groupe a choisi un sujet prioritaire de vaccination.

3 - de formuler des recommandations par rapport aux sujets et expliciter les modalités de mises en œuvre.

Les participants ont dû à chaque étape du processus identifier des données probantes au niveau global, régional et local et les présenter au reste du groupe. De plus une présentation sur les types de bases factuelles et leurs pertinences a été faite et les participants ont ainsi pu comprendre comment les trouver et évaluer leur qualité notamment à travers des outils d'évaluation comme GRADE, AMSTAR et CASP.

Par la suite, une présentation sur les modalités de mise en œuvre des recommandations avec leurs effets et leurs impacts a été faite. Ce qui a permis aux participants de finaliser leur draft de note de recommandation.

2. Déroulement de l'atelier

A - Session sur les expériences des secrétariats en écriture de note de recommandation et utilisation de données probantes

Le Bénin a utilisé des données probantes suite à une enquête sur les diabétiques pour rédiger un article par le comité de veille sanitaire sur les médecins pour savoir s'ils respectent les recommandations pour informer les personnes diabétiques. Il n'y a pas eu d'évaluation.

La Côte d'Ivoire a formulé des directives reposant sur les données probantes sur les activités du programme de santé de reproduction, un comité avec les gynécologues a été mis en place avec 6 à 7 réunions par année. Trois problèmes ont été identifiés par le comité : le bilan prénatal qui n'était pas harmonisé, la consultation prénatale n'était pas efficace ainsi que les soins prénataux. La femme mourrait suite à une hémorragie après l'accouchement due à une mauvaise surveillance.

Atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) sur l'élaboration de note de recommandations

2013

Une recommandation a été faite au ministère de la santé qui a fait l'objet d'une directive sur les mesures d'accompagnement du projet dans les 10 communes de Côte d'Ivoire. La recommandation incluait les éléments de mise en œuvre (réorganisation des services de soins de santé et considérer une rémunération supplémentaire pour les agents de santé, projet pilote dans 10 communes) et préconise une évaluation du niveau d'acceptabilité.

La mission du secrétariat est d'élaborer des notes de politique plus détaillées que les notes techniques car les décideurs ont besoin de plus en plus d'informations vis-à-vis des défis auxquels ils font face. La Côte d'Ivoire est d'ailleurs pourvue d'un comité pour la vaccination multidisciplinaire et multisectoriel. La recherche des évidences prend du temps et beaucoup de connaissances sont uniquement en anglais, ce qui rend la tâche encore plus difficile. Nous devons trouver l'article, le traduire et extraire l'information pertinente pour notre contexte. Ce travail est faisable en équipe uniquement.

Le Sénégal a introduit de nouveaux vaccins depuis 2004 et a utilisé des bases factuelles sur l'efficacité des vaccins et produit une note de recommandation pour convaincre le ministère de la santé d'utiliser ces vaccins. Pour les aspects financiers, le ministère des finances a été impliqué. Les recommandations faites aux programmes du ministère de la santé pour l'instant ont été formulées uniquement à partir des recommandations de l'OMS et correspondait plus à une note technique. Les spécificités locales devraient être prises beaucoup plus en considération. Il apparaît critique pour le Sénégal de passer d'une note technique à une note de recommandation basée sur les spécificités locales et les avis des experts nationaux auprès des autorités nationales. Le Sénégal souhaite maintenant établir une note de recommandation sur le coronavirus par rapport à l'encadrement médical qu'il sera nécessaire d'envisager dans le cadre de la prise en charge de cette maladie et une campagne de sensibilisation auprès de la population.

La formulation de cette recommandation doit inclure un comité pluridisciplinaire et impliquer le CDC. Elle doit prendre en considération un ensemble de disciplines à travers la direction de la lutte contre la maladie, le centre anticoagulant, les botanistes, les socio-anthropologues. .

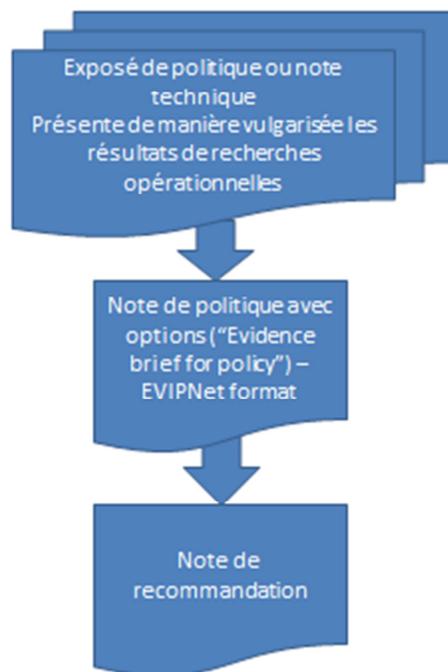
B - Session sur le transfert de connaissances

Pour certains participants le transfert correspond à un mouvement de connaissances que l'on veut faire assimiler à quelqu'un, c'est-à-dire mettre à disposition cette connaissance à une tierce personne. Il apparaît important d'être au même niveau de connaissance pour se comprendre. Le transfert de connaissances est une relation d'égal à égal. Il est important de développer des méthodes de synthèses de connaissances. Au Mali d'ailleurs on parle des collines du savoir (l'université) aux collines du pouvoir (le gouvernement). Le courtage du savoir est la passerelle entre pouvoir et savoir (les deux doivent profiter l'un de l'autre). Les recherches en général ne s'adressent aux priorités des décideurs ; en plus les décideurs souhaitent une simplification des résultats de recherche.

a) - Une session a eu lieu pour présenter les outils actuellement disponibles pour élaborer une note de politique, un exposé de politique et établir des recommandations sur des données probantes. Le format de note de politique du programme EVIPNet proposé aux participants comprend plusieurs sections :

- Identification et clarification du problème,
- Formulation des options politiques
- Modalités de mises en œuvre qui vont être traduites par le secrétariat en recommandations pour le GTCV.

Le format de note de politique EVIPNet est apparu approprié pour élaborer une note de recommandation et les présenter avec les meilleures données probantes disponibles.



Sénégal : Le programme de vaccination a réalisé une étude pilote (ou de recherche opérationnelle) pour apporter des éléments d'amélioration à la formulation d'une recommandation sur l'administration du vaccin HPV. La partie la plus délicate concernait le problème d'acceptabilité de ce vaccin par la population. Le Sénégal a également travaillé sur une note de politique pour démontrer que le programme national en vaccination est en mesure de faire la mise en œuvre de l'intervention de vaccination contre l'hépatite à la naissance

Il existe au Sénégal un comité d'éthique sur la recherche. Le comité de décision est inter-agence (Techniciens des ministères, pour préparer la vision politique, partenaires et la société civile). Il apparaît important de considérer un plan de communication et de bien définir l'audience cible pour formuler des recommandations sur des stratégies ou options. Un inventaire des recommandations existantes doit être fait et voir pourquoi certaines recommandations n'ont pas été applicables.

En général il faut un minimum de 3 ans à 5 ans avant qu'il est une mise en œuvre de la recommandation. Il est important d'impliquer dès le début de processus de mise en œuvre la personne en charge de la collecte des données et identifier le stade de la planification de la mise en œuvre.

Il a été noté au cours des discussions que les équipes pays EVIPNet comme le Burkina Faso ont mis en place un service de réponses rapides composé de 2 ou 3 personnes et qui établissent les synthèses des données probantes pour les décideurs. Dans ce cas, le délai de production est réduit et s'inscrit dans l'heure ou dans la semaine qui suit la demande.

La cible est les décideurs, la société civile, les chercheurs, le ministère de la famille et des enfants et le ministère des finances et les partenaires de développements. Les secrétariats techniques et scientifiques pourraient faire appel à ces services dans l'élaboration des notes de recommandations

C Session sur l'élaboration d'une proposition de recommandation en travaux de groupe.

Pour ces travaux de groupe, chaque équipe pays a choisi un sujet parmi les priorités actuelles des autorités sur les questions de vaccination.

- La côte d'Ivoire a travaillé sur le problème lié aux stratégies et obstacles de l'introduction du vaccin HPV. Le sous-comité devra faire une proposition de recommandation d'ici Octobre
- Le Sénégal a préparé une ébauche de recommandation sur l'introduction du rotavirus
- Le Bénin a travaillé sur l'introduction du vaccin contre la poliomyélite sous forme injectable (VPI)

Atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) sur l'élaboration de note de recommandations

2013

L'objet de ces travaux de groupes était de pratiquer les principes de formulation d'un problème, de s'exercer à trouver les données probantes pour illustrer l'ampleur du problème au niveau global, régional et national.

3. Résultats

L'atelier a permis aux secrétariats scientifiques et techniques des pays représentés de saisir tous les contours de leur rôle afin que leurs comités produisent des recommandations de qualité.

Chaque pays s'est exercé à préparer une proposition de recommandation sur une des priorités de leurs autorités nationales en utilisant un cadre de formulation du problème, un cadre d'identification et d'analyse de l'évidence et une structure pour la présentation des options politiques et de la recommandation

Une réflexion a eu lieu également sur le type de suivi nécessaire après la formation et quel type d'accompagnement devait être mis en place

Chaque pays a défini les prochaines étapes et actions qui seront entreprises après la formation :

Le Sénégal envisage un plan d'action pour un an avec une soumission de 3 ou 4 priorités (jusqu'à décembre 2014) ; l'organisation d'un atelier de restitution après la formation, pour partager tous les outils transmis lors de la formation avec les membres du comité et faire le point sur la vaccination et les nouveaux vaccins. : Il va également établir des stratégies de communication pour que le comité puisse avoir accès à tous les outils après l'atelier de restitution et avant la présentation de la recommandation. Le mode opératoire du comité sera finalisé avec le manuel de fonctionnement d'un comité et des orientations sur les rôles et responsabilités seront transmises. Le Sénégal va également organiser une cérémonie officielle de lancement du GTCV au mois d'Octobre

Pour la Côte d'Ivoire cette formation vient à point nommé. Le travail est colossal et nécessite l'implication de tous les acteurs et membres du comité. Il est nécessaire de créer une cohésion et de mettre tous les membres du comité à contribution. Au début du mois d'octobre, le comité devra tenir sa troisième session dont l'ordre du jour sera sur le HPV et une proposition de recommandation sera présentée par le secrétariat. Le comité sollicitera la contribution d'autres experts pour mieux intégrer tous les aspects du sujet ou de la problématique de l'introduction du HPV. Une restitution de la formation sera faite et permettra aux membres du comité d'être aussi au même niveau. Une autre réunion aura lieu en Décembre (4 sessions dans l'année) pour approfondir le problème et des réunions extraordinaires seront également planifiées. Le comité de la Côte d'Ivoire envisage également une autre réunion avec les autres secteurs (économique, santé de la femme et de l'enfant) pour établir un consensus et parler d'une même voix auprès du comité. Le président du comité demande une audience aux autorités pour transmettre la recommandation.

Pour le Bénin l'exercice sur l'introduction éventuelle d'IPV leur a permis de réaliser qu'un grand travail de recherche sur la question est à faire et que tous les membres du comité doivent être impliqués. En attendant que soit organisé l'atelier d'orientation des membres sur le fonctionnement du comité, un atelier de restitution de la formation sera organisé. .

Le secrétariat va élaborer un plan d'action et développer une fiche technique sur les méthodes de travail ; un appui de l'AMP sera sollicité. Le comité aura deux réunions par an (une par semestre). Une audience auprès du ministre sera demandée pour présenter le plan de travail.

Un travail sur la structure organisationnelle est nécessaire ainsi qu'un plan de communication notamment s avec les autorités

4. Recommandations

Lors de la dernière matinée, les participants ont présenté au groupe leur plan d'action prévu après la formation et les prochaines étapes envisagées.

Les stratégies de collaboration et d'activités entre les équipes NITAGs et EVIPNet ont été présentées pour continuer à renforcer et améliorer le processus de décision politique reposant sur des données probantes.

Les recommandations suivantes ont été formulées l'issue de l'atelier :

- Mettre en place un mécanisme d'appui des équipes-pays EVIPNet aux comités (OMS/ AMP)

Atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) sur l'élaboration de note de recommandations

2013

- Organiser des rencontres annuelles entre les différents secrétariats des différents pays africains francophones et utiliser cette opportunité pour partager les plans d'actions (Pays présents/ OOAS/ AMP).
- Faciliter l'établissement d'un réseau des groupes techniques francophones (OOAS/AMP)

5 – Leçons apprises

Après l'atelier les équipes ont partagé les leçons prises lors de l'atelier à travers des interviews

Interview de Dr Bi Vroh Joseph Benie, Secrétaire du Comité technique consultatif sur la vaccination de l'Institut Nationale d'Hygiène Publique (INHP) en Côte d'Ivoire

Merci à EVIPNet pour cette formation qui est une formation importante pour nous, dans la mesure où elle nous permet de nous imprégner du processus de l'élaboration d'une note de recommandation dans le cadre de nos activités afin de faire un plaidoyer auprès des décideurs. Cette formation que nous avons reçue pendant ces trois jours de séminaire nous a été très utile pour nous permettre aussi bien sur la forme que sur le fond d'améliorer nos présentations, d'abord au niveau de la forme, cela permet de mieux structurer nos notes de recommandations ensuite au niveau du fond, il y a plusieurs aspects que nous n'avons pas intégrés surtout l'élément important de prouver par des bases factuelles. C'est très important par ce que nous avons tendance à affirmer des choses sans véritablement les vérifier alors que c'est sur ces aspects là que les décideurs se basent pour prendre des décisions qui engagent tout un pays et toute une population et qu'il en va vraiment de la santé des populations. Cela doit se faire vraiment avec des bases qui sont indiscutables. Ensuite le deuxième aspect c'est de prendre en compte le contexte qui est important et faire en sorte que ces recommandations soient des recommandations faibles, réalistes et réalisables. De cette formation nous attendons beaucoup pour voir comment nous aurons besoin de rectifier certains aspects. Cela serait bien d'avoir des appuis même si ce n'est pas forcément un tutorat physique mais des documents qui nous permettront en plus de ceux que nous avons reçus au cours de cette formation de nous appuyer pour faire des recommandations et qui pourraient être utiles pour finaliser cette formation. Nous espérons que beaucoup de pays de la sous-région puissent en bénéficier de telle sorte que dans les différents pays les recommandations soient faites sur des données probantes pour pouvoir convaincre les décideurs de prendre une décision adaptée à leur contexte et surtout qui soit bénéfique pour nos populations.

Interview de Dr Bassabi Alladji Ndeye Marie, directrice de l'agence Nationale de Vaccination et secrétaire du Comité technique consultatif sur la vaccination au Bénin

Cela a été un atelier intéressant. On a vraiment appris comment émettre les recommandations en se basant sur les bases factuelles pour pouvoir convaincre les autorités sanitaires à prendre la décision. Je crois que cet atelier nous a permis de comprendre qu'il y a beaucoup de choses à faire et que le travail du comité scientifique repose vraiment sur le secrétariat. Et pour avoir un bon comité, il faut que le secrétariat soit proactif, en identifiant vraiment les besoins pour que le comité puisse donner son argumentation pour convaincre l'autorité. Cet atelier nous a permis d'avoir les autres pays et les échanges avec les différents membres des pays a permis de renforcer nos capacités.

Interview de Dr El Hadj Mamadou Ndiaye, directeur de la prévention au sein du ministère de la santé du Sénégal et secrétaire du Comité technique consultatif sur la vaccination au Sénégal

Cet atelier est important car nous connaissons mieux maintenant le rôle du secrétariat scientifique des comités consultatifs pour la vaccination mais également les différentes relations ou les interrelations qu'il peut y avoir avec les membres nommés du comité consultatif. Nous avons aussi appris comment mieux formuler les recommandations, comment travailler sur les bases factuelles pour pouvoir mieux préparer les questions qui sont pour les membres du comité mais aussi bien sûr pour mieux préparer et adresser les recommandations à l'autorité politique

**Atelier de renforcement de capacités des secrétariats exécutifs
des groupes techniques consultatifs sur la vaccination (GTCV) sur
l'élaboration de note de recommandations**

2013

